



# Assemblée générale

Distr. générale  
6 août 2013  
Français  
Original : anglais

---

**Soixante-huitième session**  
Point 19 de l'ordre du jour provisoire\*  
**Développement durable**

## **Tourisme viable et développement durable en Amérique centrale**

### **Note du Secrétaire général**

Le Secrétaire général a l'honneur de transmettre à l'Assemblée générale le rapport établi par l'Organisation mondiale du tourisme en application de la résolution [66/196](#) de l'Assemblée.

---

\* [A/68/150](#).



## **Rapport de l'Organisation mondiale du tourisme sur le tourisme viable et le développement durable en Amérique centrale**

### *Résumé*

Le présent rapport est soumis en application de la résolution [66/196](#) de l'Assemblée générale dans laquelle l'Assemblée a prié le Secrétaire général de lui rendre compte à sa soixante-huitième session de l'état de l'application de la résolution, compte tenu des rapports établis par l'Organisation mondiale du tourisme (OMT) dans ce domaine. L'OMT a demandé à ses États membres et aux États Membres de l'Organisation des Nations Unies en Amérique centrale de lui fournir des informations sur les progrès réalisés dans la région les cinq dernières années.

Pour l'élaboration du présent rapport, le secrétariat de l'OMT a tiré parti des contributions que lui ont adressées à sa demande les responsables du tourisme du Système d'intégration de l'Amérique centrale et de chacun de ses sept pays membres (Belize, Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua et Panama), ainsi que les offices de tourisme, d'autres entités du secteur privé et les organisations non gouvernementales dans chacun des pays.

Par tourisme durable, on entend les activités touristiques qui tiennent pleinement compte de leurs incidences économiques, sociales et environnementales actuelles et futures, en prenant en considération les besoins des visiteurs, de l'industrie, de l'environnement et des communautés d'accueil. Toutes les formes de tourisme vers tous les types de destination sont concernées, notamment le tourisme de masse et les divers marchés de niche, y compris l'écotourisme. Le Secrétariat pour l'intégration touristique centraméricaine (SITCA) et les responsables du tourisme des sept pays membres ont adopté les principes du tourisme viable définis par l'OMT et reflétés dans les Critères mondiaux du tourisme durable, en tant que cadre pour le développement du tourisme dans leur planification stratégique. Le SITCA a également adopté le Code mondial d'éthique du tourisme que les offices du tourisme de certains pays sont en train de faire appliquer par leurs membres, surtout en ce qui concerne l'élimination de l'exploitation sexuelle des enfants et des adolescents.

Les pays d'Amérique centrale, en mettant en œuvre l'objectif 1 du Millénaire pour le développement, qui consiste à réduire l'extrême pauvreté et la faim, ont placé l'atténuation de la pauvreté par le biais du tourisme au centre de leur planification stratégique. Ils sont en train de renforcer l'écotourisme, le tourisme rural communautaires et les microentreprises et les petites entreprises dans la chaîne d'approvisionnement du tourisme, en particulier les aspects relatifs au financement, à la commercialisation et à la qualité. Deux pays ont privilégié le tourisme social et de loisir comme un bien sociétal. Le tourisme culturel communautaire est considéré comme un moyen de renforcer les communautés autochtones, tandis que le tourisme historique et archéologique est envisagé comme un outil de restauration et de conservation du patrimoine. Tous les pays proposent de grands investissements dans le tourisme traditionnel et ses infrastructures, dans le respect du principe de durabilité.

L'adaptation aux changements climatiques et aux risques qui y sont associés est de plus en plus intégrée aux stratégies régionales de tourisme, de même que l'atténuation des émissions de gaz à effet de serre liées au tourisme. L'écotourisme visant à protéger les habitats naturels et la biodiversité est l'une des composantes de ces stratégies et constitue un avantage compétitif pour la région.

Les principaux enseignements tirés sont que l'intégration du tourisme dans la région de l'Amérique centrale réussit lorsque les initiatives prises individuellement par les pays ne sont pas rentables, surtout dans les domaines du changement climatique et de la sécurité. De même, la mise en commun des activités de commercialisation donne de bons résultats lorsque les pays voisins proposent des attractions complémentaires. Mais dans les domaines où les pays se font concurrence dans des secteurs commerciaux offrant le même type de produits, l'intégration et la commercialisation conjointe ne sont pas efficaces.

Le présent rapport tire les conclusions suivantes : a) les activités menées conjointement ou individuellement par les pays d'Amérique centrale sont utiles à beaucoup d'autres pays et sous-régions, surtout à ceux qui possèdent le même type d'attractions naturelles et culturelles ou qui sont confrontés à des risques et à des conditions socioéconomiques similaires, en particulier en Afrique et dans les Caraïbes; b) il faudrait coopérer davantage pour reproduire les modèles réussis au sein de la région et ailleurs; et c) les recommandations politiques du Partenariat mondial pour le tourisme durable devraient s'inscrire dans le plan directeur relatif à l'intégration touristique de l'Amérique centrale.

## I. Introduction

1. L'Organisation mondiale du tourisme (OMT) est l'institution spécialisée des Nations Unies chargée essentiellement de promouvoir le développement d'un tourisme responsable, durable et accessible à tous. Conformément à la résolution 66/196 de l'Assemblée générale, l'OMT a joué un rôle moteur dans l'élaboration du présent rapport. On trouvera ci-après un aperçu de la région de l'Amérique centrale et de ses structures institutionnelles.

2. L'Amérique centrale est constituée des sept petits pays suivants<sup>1</sup> : Belize, Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua et Panama. Sa superficie totale s'élève à 522 700 kilomètres carrés et elle compte 42,7 millions d'habitants. La situation de l'Amérique centrale, en tant que passerelle terrestre entre l'Amérique du Nord et l'Amérique du Sud et en tant que barrière séparant l'océan Atlantique de l'océan Pacifique l'ont dotée de ressources et d'attractions naturelles et culturelles à la fois exceptionnelles et vulnérables. C'est dans cette région que la flore et la faune de deux continents se sont d'abord réunies et continuent de se confondre et que l'émergence des terres de l'Amérique centrale du fond de l'océan a modifié le climat mondial de façon considérable. Comme indiqué par l'auteur d'un ouvrage sur la région, la formation de l'isthme centraméricain a été l'évènement décisif des 10 derniers millions d'années de l'histoire de la Terre<sup>2</sup>. En conséquence, l'Amérique centrale abrite environ 8 % de la biodiversité mondiale. Cette biodiversité est toutefois menacée par l'empiètement de la frontière agricole et par les pratiques non durables. L'écotourisme moderne est né en Amérique centrale au début des années 1980, comme moyen de conserver la biodiversité en faisant participer la population rurale pauvre aux activités de conservation grâce à l'emploi dans le tourisme en tant que source de revenu familial<sup>3</sup>.

3. En Amérique centrale, les cultures mésoaméricaine et sud-américaine se sont rencontrées et ont échangé des idées et des produits; c'est dans cette région que le maïs et beaucoup d'autres cultures ont été domestiqués et c'est au cœur de cette région que la civilisation maya a vu le jour. Actuellement, on y trouve des sites archéologiques extraordinaires datant de 12 000 ans, ainsi qu'une multitude de cultures vivantes. Ces cultures comptent une population maya vaste et diversifiée, des Chibcha et des Afro-caribéens qui s'ajoutent à la culture dominante de chacun des pays. Malheureusement, beaucoup vivent dans la pauvreté et sont culturellement vulnérables. Selon les estimations nationales, le degré de pauvreté varie entre 24 % et 60 %, la moyenne régionale étant de 46 %, soit 19,8 millions de personnes<sup>4</sup>. Le tourisme archéologique et historique existe dans la région au moins depuis les années 1960, mais ce n'est que récemment que les populations autochtones locales ont été prises en compte en tant que bénéficiaires. Le tourisme local se développe

---

<sup>1</sup> À l'exception du Belize, tous ces pays étaient membres de l'Organisation mondiale du tourisme en mai 2013.

<sup>2</sup> Jeremy B. C. Jackson et Luis D'Croze, « The ocean divided », dans A. G. Coates (ed.), *Central America: A Natural and Cultural History* (New Haven, Connecticut, Yale University Press, 1998).

<sup>3</sup> Martha Honey, *Ecotourism and Sustainable Development*, 2<sup>e</sup> édition (Washington, Island Press, 2008).

<sup>4</sup> Index Mundi, population vivant en dessous du seuil de pauvreté (Amérique centrale et Caraïbes), accessible à l'adresse <http://www.indexmundi.com/map/?v=69&r=ca&l=fr>.

depuis les années 1990, contribuant à réduire la pauvreté au sein de ces communautés vulnérables.

4. Dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, les cinq membres initiaux de la République fédérale d'Amérique centrale (Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Honduras et Nicaragua) ont fait des efforts sporadiques pour établir une certaine forme d'organisation politique commune. Ces efforts ont abouti à la constitution du Système d'intégration de l'Amérique centrale (SICA), composé des cinq États initiaux et du Panama, dès la signature du Protocole de Tegucigalpa en 1991. La création de ce système a été appuyée par l'Assemblée générale dans le cadre de la résolution 48/161, ce qui a permis aux organismes et institutions du SICA de coopérer avec le système des Nations Unies. Le Belize est devenu membre à part entière du SICA en 2000.

5. La structure institutionnelle du SICA comporte 10 secrétariats, dont les plus importants pour le tourisme durable sont le Secrétariat pour l'intégration touristique centraméricaine (SITCA) et la Commission centraméricaine de l'environnement et du développement (CCAD). Le SITCA est dirigé par le Conseil du tourisme d'Amérique centrale composé des ministres du tourisme des sept États membres. Il est associé avec la Fédération des Chambres de tourisme de l'Amérique centrale (FEDECATUR) constituée des offices du tourisme des différents pays. Les membres du Conseil du tourisme d'Amérique centrale et du SITCA sont également membres de l'Agence de promotion touristique de l'Amérique centrale (CATA) dont le siège est à Madrid.

6. Par tourisme durable, on entend les activités touristiques qui tiennent pleinement compte de leurs incidences économiques, sociales et environnementales actuelles et futures, en prenant en considération les besoins des visiteurs, de l'industrie, de l'environnement et des communautés d'accueil. Toutes les formes de tourisme vers tous les types de destination sont concernées, notamment le tourisme de masse et les divers marchés de niche, y compris l'écotourisme. Les 12 objectifs visés en matière de durabilité du tourisme ont été définis par l'OMT : viabilité économique, prospérité locale, qualité de l'emploi, équité sociale, satisfaction du visiteur, contrôle local, bien-être communautaire, enrichissement culturel, intégrité physique, diversité biologique, efficacité des ressources et pureté environnementale<sup>5</sup>. Pour rendre ces objectifs opérationnels, le Global Sustainable Tourism Council (GSTC) (conseil mondial du tourisme durable), accueilli depuis 2013 par l'OMT, a élaboré les Critères mondiaux du tourisme durable qui consistent en une quarantaine de directives consacrées aux hôtels et aux voyageurs, ainsi qu'aux destinations, classées suivant les catégories suivantes; gestion durable et impacts socioéconomique, culturel et environnemental. Dans chaque cas, il s'agit de promouvoir les impacts positifs et d'atténuer ceux qui sont préjudiciables. Ces critères ont été adoptés par le SITCA en tant que principes du tourisme durable pour l'Amérique centrale et servent de base pour l'élaboration d'une politique du tourisme favorisant l'intégration et le développement durable dans cette région. Ils sont pris en compte dans les plans stratégiques de développement du tourisme durable 2003-2009 et 2009-2013.

---

<sup>5</sup> Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et OMT, *Making Tourism More Sustainable: A Guide for Policy Makers* (Paris et Madrid, 2005).

7. D'autres programmes internationaux en matière de tourisme durable ont été adoptés, notamment le Partenariat mondial pour le tourisme durable lancé en 2011 avec la participation de l'OMT, le Programme des Nations unies pour l'environnement et l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO). Parmi les membres figurent la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, le Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat, le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) et l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, ainsi que des gouvernements, des organisations non gouvernementales et des entreprises. Le Partenariat a pour objectif d'intégrer les principes de durabilité aux politiques, aux activités de développement et aux opérations relatifs au tourisme. En Amérique centrale, les membres régionaux sont notamment le SITCA, le Conseil du tourisme du Costa Rica, le Centre national de production plus propre du Nicaragua, Peninsula Papagayo (Costa Rica) et la Rainforest Alliance. Une des principales activités du Partenariat consiste à reproduire et à mettre en œuvre à plus grande échelle les projets qui ont réussi dans une région dans d'autres lieux analogues où ils pourraient donner de bons résultats. Le Costa Rica a assumé la vice-présidence du Partenariat de 2011 à 2013. Son programme sur la certification du tourisme durable fait partie des projets du Partenariat et commence à être reproduit dans le reste de l'Amérique centrale par l'intermédiaire du SITCA.

8. À la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, tenue à Rio de Janeiro (Brésil) en juin 2012, les États Membres ont souligné l'importance de l'écotourisme pour la création d'emplois décents et de possibilités commerciales. Dans le document final de la Conférence, ils ont reconnu qu'il fallait « appuyer les activités liées au développement durable du tourisme et le renforcement des capacités à cet égard, qui favorisent la connaissance de l'environnement, conservent et préservent celui-ci, respectent la vie sauvage, la flore, la diversité biologique, les écosystèmes et la diversité culturelle, et améliorent les conditions de vie et les sources de revenus des populations locales », en particulier dans les pays en développement. La Conférence a aussi encouragé « la promotion d'investissements dans le développement durable du tourisme, notamment dans l'écotourisme et le tourisme culturel, qui peuvent donner lieu à la création de petites et moyennes entreprises et faciliter l'accès au financement, notamment grâce à des initiatives de microcrédit pour les pauvres, les populations autochtones et les communautés locales » (voir résolution [66/288](#) de l'Assemblée générale, annexe, par. 130 et 131). Les États d'Amérique centrale n'ont pas pris d'engagements volontaires nationaux lors de la Conférence, mais une initiative a été lancée pour autonomiser 500 femmes chefs d'entreprise pratiquant l'économie verte au Guatemala.

9. En ce qui concerne les 8 objectifs du Millénaire pour le développement, adoptés par l'Organisation des Nations Unies en 2000<sup>6</sup>, le tourisme durable a eu un impact direct et avéré sur la réalisation des objectifs 1, 3, 7 et 8, ainsi qu'un impact

---

<sup>6</sup> Les objectifs du Millénaire pour le développement sont : 1. Réduire l'extrême pauvreté et la faim; 2. Assurer l'éducation primaire pour tous; 3. Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes; 4. Réduire la mortalité des enfants de moins de 5 ans; 5. Améliorer la santé maternelle; 6. Combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies; 7. Assurer un environnement durable; et 8. Mettre en place un partenariat mondial pour le développement

indirect sur celle de l'objectif 67. Le cadre politique du SITCA pour l'Amérique centrale met l'accent sur la réduction de la pauvreté grâce au tourisme, à la promotion des microentreprises et des petites entreprises, à la réalisation de la durabilité environnementale et à la lutte contre l'exploitation sexuelle des enfants et des adolescents (objectifs 1, 6, 7 et 8). Les Critères mondiaux du tourisme durable que le SITCA a adoptés pour la région renforcent ces objectifs et s'appliquent également à l'objectif 3. L'OMT a collaboré dans la région par l'intermédiaire de son programme sur le tourisme durable comme instrument de réduction de la pauvreté au Guatemala, au Honduras et au Nicaragua dans le cadre de l'objectif 1. Les politiques et programmes du SITCA sont en grande harmonie avec le Code mondial d'éthique du tourisme, surtout en ce qui concerne la lutte contre l'exploitation des êtres humains, en particulier des enfants.

10. Les sept pays d'Amérique centrale, en tant que membres d'entités régionales comme le SITCA, ainsi qu'à titre individuel, ont adopté le tourisme durable comme un pilier fondamental de l'intégration régionale et du développement social et économique. Le tourisme récepteur a assuré 8,7 milliards de dollars en devises étrangères et 5,2 % du produit intérieur brut (PIB) en 2011<sup>8,9</sup>, et compte beaucoup sur les attractions naturelles et culturelles. Cette tendance a été renforcée par la déclaration de 2012 comme année du tourisme durable en Amérique centrale, proposée par les ministres du tourisme et ratifiée par les chefs d'État des sept pays, ainsi que dans le document final du premier atelier sur le tourisme durable en Amérique centrale qui a été organisé en juin 2011 avec la participation des ministres du tourisme et de l'OMT. La stratégie régionale à laquelle l'atelier a abouti repose sur la conservation de la diversité biologique et des attractions naturelles et culturelles de la région, la réduction de la pauvreté grâce au développement de l'emploi et des entreprises de tourisme (l'accent étant mis sur les microentreprises et les petites et moyennes entreprises qui dominent l'industrie), les mesures relatives aux effets du changement climatique (émissions et adaptation), et l'utilisation du tourisme comme moyen d'améliorer la qualité de vie des habitants de la région. Dans les années 1980, le Belize et le Costa Rica se sont présentés comme destinations majeures en matière d'écotourisme, tandis que le Guatemala a privilégié le tourisme culturel sur les sites emblématiques. El Salvador, le Honduras, le Nicaragua et le Panama ont intégré ces marchés plus tard, après avoir écarté les problèmes politiques. Désormais, les sept pays proposent un mélange de produits touristiques privilégiant fortement la nature et la culture, tout en incorporant d'autres secteurs comme les voyages d'affaires, le tourisme d'aventure et le tourisme médical.

---

<sup>7</sup> Voir PNUE, *Vers une économie verte: Pour un développement durable et une éradication de la pauvreté — Synthèse à l'intention des décideurs* (2011) et PNUE et OMT, *Tourism in the Green Economy: Background Report* (Madrid, 2012).

<sup>8</sup> OMT, *Compendium of tourism Statistics, Data 2007* (Madrid, 2013).

<sup>9</sup> En tant que pourcentage du PIB, le tourisme récepteur varie entre 17,5 % au Belize et 2,9 % au Guatemala.

## II. Aperçu des programmes de tourisme durable

### A. Belize

11. Les principales institutions de tourisme du Belize sont le Ministère du tourisme et de la culture, le Conseil du tourisme du Belize, l'Association des industries touristiques du Belize et l'Association des hôtels du Belize. Le Ministère du tourisme se charge d'assurer l'environnement propice et d'élaborer les politiques et le Conseil s'occupe de la mise en œuvre, tandis que l'Association des industries touristiques et l'Association des hôtels représentent le secteur privé. Le Belize a tiré 17,5 % de son PIB du tourisme en 2011, enregistrant de loin le plus haut pourcentage par rapport aux autres pays de la région. Au Belize, 13 200 personnes seraient employées dans le secteur du tourisme, soit 4 % de la population<sup>8</sup>. Les institutions sont profondément conscientes de l'importance que revêt le tourisme pour l'économie du pays, ainsi que des vulnérabilités de ses principales attractions : le récif corallien et les autres attractions marines, la forêt tropicale et les autres écosystèmes terrestres, les sites archéologiques maya et les diverses cultures vivantes. Les institutions touristiques et les autres acteurs, dans un vaste consensus, ont élaboré le plan-cadre national du tourisme durable pour le Belize 2030 dont les objectifs sont : 1) aider les parties prenantes béliziennes à jouer un rôle moteur dans le développement du tourisme durable, 2) tirer le maximum d'avantages sociaux et économiques du tourisme, 3) entreprendre un développement durable et planifié du tourisme et 4) devenir compétitif en tant que destination de niveau international. Le plan-cadre désigne les domaines qu'ils faudrait développer et protéger, fixe les densités maximales et les conditions spéciales relatives aux croisières et propose un cadre pour la qualité et la durabilité dans tous les secteurs, en particulier aux hôtels, aux voyageurs et aux guides touristiques.

12. Pour rendre le plan opérationnel dans son ensemble, des plans d'action sur trois ans ont été mis au point pour les périodes 2010-2012 et 2013-2015. Ces plans ont fixé la capacité de charge de certains récifs coralliens et autres sites marins, du tourisme de croisière (limité à 66 % d'arrivées de passagers) et des sites archéologiques. Un plan de développement de la zone côtière (réalisé par le Coastal Zone Management Authority and Institute (service et institut de gestion des zones côtières) est en cours d'examen. Une étude portant sur les écosystèmes du sud du Belize est en train d'être menée en tant que composante du plan. L'atoll de Turneffe a été mis à part en tant que grande zone protégée et des fonds ont été obtenus pour en assurer la gestion. Les prestataires de services, les voyageurs en particulier, sont en train de suivre une formation dispensée par le Conseil du tourisme afin de réduire l'empreinte écologique des touristes dans les zones protégées et alentour et, en association avec le Ministère du tourisme, et le Ministère de la pêche, de la foresterie et du développement durable, le Conseil est en train d'envisager l'élaboration d'une politique sur la réduction des émissions de carbone et sur le changement climatique.

13. Un système de classement des hôtels est en train d'être appliqué pour 750 propriétés de tout le pays. Pour les hôtels et les voyageurs qui ne sont soumis à aucun système de certification, une liste de contrôle de la durabilité a été établie. Au titre d'un projet de développement rural destiné aux communautés vivant à proximité des sites archéologiques (financé par l'Union européenne en association avec l'Institut national de la culture et de l'histoire, le Conseil du tourisme et le



Ministère du tourisme), 9 sites archéologiques vont bénéficier d'une amélioration des infrastructures, des normes de santé et de sûreté et de la qualité des produits artisanaux locaux, ainsi que de l'élaboration de guides communautaires.

14. En ce qui concerne la préparation aux urgences et l'intervention en cas de catastrophe naturelle, le Conseil du tourisme, l'Association des industries touristiques et l'Association des hôtels ont établi des protocoles visant les situations d'urgence et un programme de formation systématique en matière de sûreté et de sécurité. Le Conseil, en collaboration avec l'Organisation nationale de gestion des urgences, a établi une coordination étroite et un échange d'information qui comporte un système de communication d'urgence avec tous les hôtels, une liste des occupants et un dispositif de pistage des clients et de suivi des interventions d'urgence. La sécurité des touristes est renforcée grâce à la police touristique, section de la police nationale, l'application ayant lieu sous la direction du Conseil de tourisme. La formation en matière de sécurité est coordonnée avec les initiatives du SICA et a porté dernièrement sur l'élaboration d'un plan de sécurité régional.

15. Les formalités d'obtention d'un visa posent toujours problème. Les touristes venant de l'Union européenne, des États-Unis d'Amérique, du Canada, de presque tous les membres de la Communauté des Caraïbes et de la plupart des pays du Commonwealth n'ont pas besoin de visa. Les pays proches, à savoir le Chili, le Costa Rica, El Salvador, le Guatemala, le Honduras et le Mexique, sont eux aussi exemptés<sup>10</sup>. Si les conditions d'obtention du visa demeurent très sévères pour le nombre croissant de touristes venant des pays émergents, l'adoption d'un nouveau programme d'exemption pour les ressortissants de l'Argentine et du Brésil montre que les difficultés liées à l'obtention d'un visa touristique sont en train d'être réglées.

## B. Costa Rica

16. Les principales institutions touristiques du Costa Rica sont le Conseil du tourisme, dont le Président de droit est le Ministre du tourisme, l'Office national du tourisme (CANATUR) et l'Office national de l'écotourisme. Un grand nombre d'autres organisations représentant les voyagistes, les hôtels, les agences de location de voitures, les compagnies aériennes font toutes partie de CANATUR, membre national de FEDECATUR. Beaucoup d'organisations non gouvernementales (ONG) travaillent dans le domaine du tourisme durable et le programme de tourisme durable de la Rainforest Alliance a son siège au Costa Rica. Le tourisme a assuré 5,8 % du PIB du Costa Rica en 2011 et aurait employé 1,8 % de la population<sup>8</sup>.

17. Le Costa Rica préside la Commission régionale de l'OMT pour les Amériques et un représentant du Ministère costaricien du tourisme siège au Comité mondial d'éthique du tourisme. Le Costa Rica a également présidé le Comité pour le développement durable du tourisme. Dans ces diverses instances, le Costa Rica s'emploie à promouvoir le tourisme durable, le respect des valeurs culturelles, la qualité et l'éducation touristique. Il occupe actuellement la présidence tournante du Conseil du tourisme d'Amérique centrale.

<sup>10</sup> Pour de plus amples informations, voir OMT, *Visa Facilitation: Stimulating Economic Growth and Development through Tourism, Revised Edition April 2013*.

18. L'objectif du plan national relatif au tourisme durable au Costa Rica pour 2010-2016 consiste à promouvoir un développement du tourisme qui encourage à l'utilisation durable des ressources naturelles et humaines, à la distribution équitable des bénéfices et à la réalisation du niveau de développement humain auquel aspire la nation. Le tourisme aura pour principal objectif de servir de véhicule de choix pour le développement durable du pays et le bien-être de la population et de promouvoir des possibilités favorisant une participation locale directe. Les objectifs stratégiques clairs consisteront à maintenir le rôle de chef de file du Costa Rica dans le tourisme écologique de qualité associant le tourisme balnéaire, rural et d'aventure et d'autres activités pour offrir une gamme de possibilités touristiques dans le contexte des thèmes de la durabilité et de l'authenticité.

19. En 1997, le Costa Rica a mis en place l'un des premiers systèmes de certification concernant l'hébergement, à savoir la certification en faveur du tourisme durable, qui a servi de modèle dans le monde entier et a été reconnu en 2011 comme étant compatible avec les Critères mondiaux du tourisme durable. Le système a été mis à jour en 2013 afin que des questions concernant notamment le golf, l'archéologie, les peuples autochtones et les ressources culturelles y soient prises en compte. À ce jour, 212 hôtels, 65 voyagistes, 5 agences de location de voitures et 3 parcs à thème sont certifiés. Environ 30 % des entreprises dûment enregistrées dans chaque secteur ont obtenu un certificat. Deux normes supplémentaires sont en cours d'élaboration pour les activités côtières et marines et pour les restaurants.

20. Le programme écologique Blue Flag que le Costa Rica a lancé en 1996 sert à évaluer la qualité des eaux, les conditions sanitaires et la durabilité dans les zones côtières, ainsi que dans les communautés, les écoles, les réserves naturelles, les petits bassins, les collectivités et les organisations qui ne génèrent pas d'émissions de carbone et les foyers. Une certification a été attribuée à 90 plages en 2013. Outre cette certification, qui est semblable au label international Pavillon Bleu, le programme semble avoir une portée exceptionnelle et l'on propose de l'appliquer en Équateur et au Panama.

21. Le Costa Rica a élaboré plusieurs initiatives pour atténuer l'effet des changements climatiques dans l'industrie du tourisme. Le pays s'est fixé l'objectif de compenser toutes ses émissions de carbone d'ici à 2021 et il dispose d'une stratégie nationale en matière de changement climatique. Il a été le premier à instaurer une taxe sur les émissions de dioxyde de carbone (1995) et une charge pour les services environnementaux (1996) par l'intermédiaire du Fonds national de financement du secteur forestier afin d'éviter les émissions issues de la déforestation et de créer des puits grâce au reboisement et à la régénération des forêts. Ces stratégies ont été utilisées pour créer les premières compagnies d'aviation et les premières agences de location de voiture qui atténuent au maximum leurs émissions de dioxyde de carbone. L'Office national de l'écotourisme et le Fonds national de financement du secteur forestier ont mis au point le programme de sensibilisation du voyageur aux questions climatiques afin de compenser les émissions issues des transports aériens en évitant la déforestation et en reboisant les forêts avec des espèces indigènes dans les zones de faible développement social, les territoires autochtones, les communautés rurales et les régions dotées d'une forte diversité biologique. À l'échelle régionale, le Costa Rica est en train de coordonner étroitement sa stratégie sur le changement climatique avec le SICA et la Commission centraméricaine de l'environnement et du développement.

22. L'Association costaricienne du tourisme communautaire rural (ACTUAR) et le réseau écotouristique national (COOPRENA) sont les principales organisations de promotion des microentreprises et des petites et moyennes entreprises de tourisme en milieu rural, surtout celles qui sont dirigées par des femmes et par des autochtones. Les deux organisations dispensent une formation en matière de qualité et de durabilité, ainsi qu'en matière de commercialisation efficace.

23. La préparation aux situations d'urgence et l'intervention en cas de catastrophe naturelle sont coordonnées entre le Conseil du tourisme, l'Institut météorologique national, le Réseau sismologique national et la Commission nationale des urgences. Un code de construction sismique strict est appliqué à tous les bâtiments, des alertes aux ouragans sont lancées en temps voulu et un système d'alerte au tsunami est en train d'être essayé par la Commission nationale des urgences – le long des principales zones touristiques sur les côtes du Pacifique et des Caraïbes. La sécurité touristique est en train d'être coordonnée avec le SITCA, mais la stratégie régionale s'est heurtée à des obstacles juridiques et bureaucratiques lors de la mise en œuvre d'un système intégré d'enregistrement des infractions signalées par les touristes.

24. Les visiteurs munis d'un passeport ou d'un visa du Canada, des États-Unis d'Amérique, du Japon ou de la zone Schengen d'Europe, ainsi que les ressortissants de tous les pays de l'Amérique centrale, à l'exception du Nicaragua, n'ont pas besoin d'un visa. Pour le reste de la région Amérique latine et Caraïbes, seuls les ressortissants de la Bolivie (État plurinational de), de la Colombie, de Cuba, de l'Équateur, de la Jamaïque, du Paraguay et du Pérou doivent obtenir un visa.

### C. El Salvador

25. Le Ministère salvadorien du tourisme est chargé d'appliquer et de faire respecter la politique nationale relative au tourisme. Y sont associés la Société salvadorienne du tourisme (CORSAATUR), institution autonome chargée de la gestion du développement touristique et de la coordination entre secteurs, et l'Institut salvadorien du tourisme qui a pour fonction d'encourager le tourisme familial parmi les Salvadoriens, surtout dans les parcs de loisirs. Le secteur privé est représenté par l'Office du tourisme salvadorien (CASATUR) qui fait partie de FEDECATUR. On compte au moins 13 autres associations s'occupant de tourisme. Le Ministère du tourisme est en train d'élaborer une politique sectorielle qui tient compte de la qualité et de la durabilité du tourisme. Les thèmes de la qualité et de la durabilité sont également pris en compte dans la conception d'une nouvelle loi sur le tourisme qui est encore au stade de la consultation. Le tourisme en El Salvador a assuré 3,2 % du produit intérieur brut en 2011 et aurait employé 0,7 % de la population<sup>8</sup>.

26. Le Conseil national de la science et de la technologie a établi une nouvelle norme de qualité pour les services et installations touristiques dans les hôtels de petite taille et de taille moyenne, les pensions et les meublés, ainsi que pour les restaurants, les guides touristiques, les voyagistes, le tourisme d'aventure (canopée, grimpe d'arbres et kayak notamment). Plusieurs hôtels et restaurants sont à présent certifiés et promus par CORSAATUR. Le Ministère a également appuyé la fondation écologique SalvaNatura qui est en train de proposer un certificat de tourisme durable à l'aide des programmes Smart Voyager et Green Globe, ainsi que de son propre outil diagnostique SalvaCERT.

27. Le Ministère a organisé 10 tables rondes sur le tourisme avec le secteur privé, les universités, les gouvernements locaux et d'autres ministères afin de s'entendre sur des propositions et orientations stratégiques destinées aux pouvoirs publics et à l'industrie du tourisme. La neuvième table ronde, tenue en février 2012, a porté sur le tourisme durable. Des activités de formation en matière de promotion et de mise au point de produits dans les destinations touristiques sont menées afin de renforcer le secteur des entreprises travaillant dans ce domaine. Par l'intermédiaire de CORSATUR, le Ministère du tourisme a organisé en 2012 un forum sur les possibilités de coopération et de financement dans le domaine du tourisme durable afin d'examiner les possibilités de financement des microentreprises et des petites et moyennes entreprises touristiques et d'envisager la formation susceptible d'aider ces entreprises à devenir plus compétitives sur le marché. CESATUR, avec le soutien du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), a réalisé un projet visant à sensibiliser le secteur privé sur l'exploitation sexuelle des enfants et des adolescents.

28. Le Ministère de l'intérieur, par l'intermédiaire de la Direction générale de la protection civile, y compris la police touristique, dispose d'un programme lui permettant d'assurer la sûreté, la sécurité et la santé des touristes, ainsi que des programmes visant à prévenir l'exploitation sexuelle des enfants et des adolescents, à protéger les consommateurs et à assurer l'hygiène alimentaire. Dans certaines destinations, la coopération a lieu avec le Ministère du tourisme, le Ministère de l'environnement et des comités représentant le secteur privé. Le plan national relatif à la santé et au tourisme aborde les services de santé destinés aux touristes, l'hygiène alimentaire, la gestion des déchets solides, la préparation aux situations d'urgence et la sécurité touristique.

29. Un accord régional sur les procédures de prolongement du visa centraméricain unifié de juillet 2005 établit la liberté de circulation des citoyens d'El Salvador, du Guatemala, du Honduras et du Nicaragua (groupe CA-4) sans passeport. Les citoyens des autres pays sont divisés en deux groupes : A (ceux qui n'ont pas besoin de visa) et B (ceux qui ont besoin d'un visa). La plupart des pays des Amériques, de la zone Schengen et de la majorité des autres pays développés appartiennent au groupe A. Les ressortissants des pays suivants déjà munis d'un visa accordé par le Canada, les États-Unis d'Amérique ou un État de la zone Schengen, tout en appartenant au groupe B, sont exemptés : Bolivie (État plurinational de), Dominique, Équateur, Grenade, Guyana, Jamaïque, Pérou, République dominicaine et Suriname. Cuba appartient au groupe B.

#### **D. Guatemala**

30. Les principales institutions de tourisme au Guatemala sont le Conseil de tourisme guatémalien (INGUAT) et l'Office du tourisme du secteur privé (CAMTUR). Le Conseil national des zones protégées s'emploie à promouvoir l'écotourisme dans le cadre de sa stratégie de conservation et a déjà produit des informations, des brochures et des livres sur l'écotourisme dans les zones protégées. L'Universidad del Valle propose un programme en matière d'administration du tourisme durable et a décerné un diplôme à une trentaine d'étudiants dans les cinq dernières années. Le tourisme au Guatemala a assuré 2.9 % du PIB en 2011<sup>8</sup>.

31. La politique guatémaliennne de développement du tourisme durable pour 2012-2022 comporte parmi ses principaux domaines stratégiques le tourisme durable, le tourisme social et accessible et la diversification de l'offre du pays en matière de tourisme. En ce qui concerne le tourisme durable, les Critères mondiaux du tourisme durable sont considérés comme cadre fondamental, de même que la classification et la certification. S'agissant de la diversification, la politique met l'accent sur la culture maya dans ses dimensions vivante et ancienne, les congrès et les conventions, les ports de croisière du Pacifique et des Caraïbes et le tourisme communautaire. L'INGUAT, soutenu par le Conseil national du tourisme communautaire a élaboré la stratégie nationale du tourisme communautaire 2011-2015.

32. L'INGUAT également, en coopération avec le Conseil national des zones protégées et le Comité technique sur le tourisme dans les zones protégées, a créé un programme de développement touristique dédié à ces zones. Il a encouragé l'adhésion volontaire des entreprises de tourisme au Code mondial d'éthique du tourisme et réalisé un programme destiné aux voyageurs, aux communautés et aux touristes en s'inspirant du projet intitulé « Maya peoples ». CAMTUR a publié un code d'éthique pour ses membres qui comporte de nombreux aspects du code établi par l'OMT.

33. De nombreuses organisations locales et internationales ont réalisé des projets de tourisme durable dans tout le pays. L'Association des réserves naturelles privées du Guatemala encourage la conservation et la gestion durable de la biodiversité par l'intermédiaire d'une centaine de réserves naturelles appartenant à des particuliers. Elle fournit une assistance technique et une formation à ses membres dans le cadre de divers projets concernant le tourisme en milieu rural, dans la nature et dans les zones cultivées. Beaucoup d'autres organisations locales, notamment la Fondation pour le développement du Guatemala, l'organisation maya Ak Tenamit, l'association des communautés forestières de Petén, l'association Aj Quen d'artisans, Viva Atitlan, réseau d'associations autochtones, et la Fondation pour le développement et la conservation écologiques ont appuyé des activités touristiques menées au sein des communautés locales et autochtones. La Rainforest Alliance a fourni un appui financier et technique concernant les bonnes pratiques de gestion et la certification de 140 microentreprises et petites et moyennes entreprises et organisations locales; elle a signé des accords de commercialisation avec des voyageurs du tourisme récepteur et émetteur en Europe, aux États-Unis et en Amérique latine qui ont accepté de faire appel à des entreprises certifiées ayant fait l'objet d'une vérification. Counterpart International a mis en œuvre le programme Guatemala Community Tourism Alliance de 2007 à 2012 dans lequel elle a généré plus de 6 millions de dollars de ventes supplémentaires, créé 6 692 nouveaux emplois et renforcé 1245 entreprises privées (petites et moyennes) et locales. Elle a collaboré avec l'INGUAT pour appuyer les communautés et une association de femmes productrices d'objets artisanaux. Counterpart International a aussi aidé l'INGUAT et le Ministère de la culture et des sports à promouvoir et à renforcer le potentiel guatémalien en tant qu'épicentre de la commémoration de la civilisation maya en 2012.

34. Great Green Deal est un système guatémalien de certification du tourisme durable destiné aux hôtels et aux voyageurs et largement compatible avec les Critères mondiaux du tourisme durable. Q Quality, programme global de

certification de la qualité, a été lancée par l'INGUAT en 2013 pour servir de modèle en matière de gestion interne et d'exécution des services dans l'industrie touristique.

35. Le Coordonnateur national pour la réduction des catastrophes coordonne les activités de préparation aux situations d'urgence et d'organisation des secours entre toutes les institutions pertinentes aux deux niveaux national et local, y compris l'INGUAT. Il dispose d'un plan d'intervention national et de procédures établies pour la coordination dans les situations d'urgence.

36. INGUAT a renforcé un programme d'assistance aux touristes locaux et étrangers; créé la Division de la sûreté du tourisme pour protéger les destinations touristiques et le Comité technique multisectoriel interinstitutions chargé de la sécurité touristique pour résoudre les problèmes qui s'y rapportent; et mis en place un centre d'appels pour venir en aide aux touristes. Dans le cadre du programme Safe Taxi, 204 chauffeurs de taxi ont été formés pour assurer aux touristes un meilleur service et une plus grande sûreté à Antigua, Puerto San José, Puerto Barrios et Guatemala. Le programme Safe Routes consacré à la sûreté des voies a été exécuté conjointement par l'INGUAT et le Ministère de l'intérieur et le projet Volcán de Agua, y compris l'entretien des sentiers et la formation de la police touristique municipale, a permis d'éliminer ou de réduire considérablement les incidents criminels dont les touristes sont victimes dans le bassin du Rio Dulce, la zone du Volcán de Agua et aux frontières avec El Salvador et le sud du Mexique.

37. Les conditions d'obtention de visa pour les ressortissants d'El Salvador, du Guatemala, du Honduras et du Nicaragua sont identiques (voir la section correspondante sur El Salvador pour de plus amples détails).

## **E. Honduras**

38. Les principales entités nationales responsables du tourisme au Honduras sont le Ministère du tourisme, l'Institut hondurien du tourisme (IHT) et, pour le secteur privé, l'Office national du tourisme hondurien (CANATURH, membre de FEDECATUR). Le tourisme au Honduras a assuré 4 % du PIB en 2011 et aurait employé 2,2 % de la population<sup>8</sup>.

39. La stratégie nationale en matière de tourisme durable, élaborée par le Ministère du tourisme et l'IHT, établit un modèle philosophique et conceptuel qui touche toutes les couches de la société dans les diverses régions. Cette stratégie vise à renforcer le tourisme tout en développant et en diversifiant les produits et les destinations. Dans une analyse de l'avantage compétitif, la stratégie conclut que sur les sept pays d'Amérique centrale, seul le Honduras possède des attractions de niveau international en termes de nature, de cultures vivantes, de plages, de plongée, d'archéologie et de cités coloniales. À l'opposé de nombreux plans adoptés en matière de tourisme, la stratégie du Honduras comporte des éléments solides en matière de diagnostic de base et de suivi, ce qui permet de mesurer objectivement le degré de réalisation des objectifs.

40. La Banque interaméricaine de développement a versé 35 millions de dollars pour aider le Gouvernement hondurien à mettre en œuvre certains aspects de sa stratégie pour la période 2005-2012. Les projets achevés sont notamment : a) contribution à la remise en état, à l'entretien et au développement du riche patrimoine culturel et touristique du parc de Copan; b) recherche et améliorations

concernant le site archéologique de Río Amarillo et installation des infrastructures de base pour la communauté voisine de La Castellona; c) remise en état de la forteresse de San Fernando de Omoa; d) création du musée de la forteresse et restauration d'anciens objets du patrimoine historique; e) un plan de conception pour l'amélioration et la gestion de la zone des plages à Tela; f) aménagement d'un centre pour les visiteurs dans le jardin botanique de Lancetilla et élaboration d'un plan et d'un projet pour l'amélioration de la zone protégée voisine de Tela Bay; g) installation d'infrastructures de base et de services collectifs dans le Complejo Los Micos et les communes voisines de Tornabé et de Miami; et h) 77 projets financés et mis en œuvre pour aider les petites entreprises touristiques.

41. En avril 2013, l'OMT a signé un mémorandum déclaratif d'intention avec le Ministère du tourisme, CANATURH et l'Université nationale autonome du Honduras afin de créer le premier membre du réseau d'observatoires mondiaux du tourisme durable de l'OMT dans les Amériques. L'observatoire sera basé à La Ceiba et commencera par recueillir des données dans cette ville et dans les Îles de la Baie. Le Ministère fournira les ressources financières, humaines et administratives et l'Université, en association avec CANATURH, assurera les chercheurs, les contacts universitaires internationaux et la formation au secteur privé, en particulier aux microentreprises et aux petites et moyennes entreprises. CANATURH fournira les autres ressources nécessaires et l'OMT apportera son concours technique dans l'utilisation des indicateurs du tourisme durable pour l'élaboration et l'amélioration des politiques. Ce projet pilote pourra servir de modèle au reste du Honduras, à l'Amérique centrale et aux Amériques en général.

42. Le réseau des communautés de tourisme honduriennes est une organisation locale qui a pour but de promouvoir les principes du tourisme durable afin d'assurer le développement et le bien-être de ses membres. L'organisation a réalisé une série de projets depuis 2009 pour renforcer les communautés et la diversité biologique de laquelle dépendent leurs activités touristiques.

43. Le projet ProParque de la United States Agency for International Development (USAID) a financé la croissance économique des microentreprises et des petites et moyennes entreprises touristiques rurales afin d'améliorer la compétitivité du secteur du tourisme dans les parcs nationaux du Honduras en apportant une assistance technique par l'intermédiaire des ONG locales et d'autres prestataires de services et d'accroître ainsi la productivité et, en particulier, de faciliter l'accès des microentreprises et des petites et moyennes entreprises aux services financiers.

44. Le Fonds d'investissement multilatéral de la Banque interaméricaine de développement, en association avec CARE International et avec l'appui du Fonds d'investissement social du Honduras, a financé un projet sur l'élaboration d'un modèle de tourisme durable sur la côte nord-est du pays afin d'apporter une assistance technique ou un microcrédit à 500 entreprises touristiques appartenant à des Maya Chorti, des Afro-caribéens et des Garifuna.

45. La Commission permanente de contingence du Honduras a été créée pour assurer l'alerte rapide et le secours en cas de catastrophe naturelle. La Commission fait partie du système national de gestion du risque qui, lui, relève du Centre de coordination de la prévention des catastrophes naturelles en Amérique centrale du SICA.

46. Les conditions d'obtention de visa pour El Salvador, le Guatemala, le Honduras et le Nicaragua sont identiques (voir la section correspondante sur El Salvador pour de plus amples détails).

## **F. Nicaragua**

47. Le Conseil du tourisme nicaraguayen (INTUR) est la principale entité gouvernementale responsable du tourisme, bien que le Ministère de l'environnement et des ressources naturelles joue un rôle important dans la politique et les actions relatives au tourisme. Le secteur privé est représenté par l'Office du tourisme nicaraguayen (CANATUR), membre de FEDECATUR. Il existe aussi un réseau très actif de petits hôtels qui a assuré à ses membres une formation en matière de tourisme durable et qui a évalué et promu les systèmes de certification dans ce domaine. Le réseau des réserves privées d'animaux sauvages du Nicaragua, constitué de 62 réserves naturelles, s'est chargé de former ses membres en matière de conservation volontaire et de tourisme durable. Le tourisme au Nicaragua a assuré 5,2 % du PIB en 2011<sup>8</sup>.

48. Le Nicaragua a réalisé au moins 24 projets liés au tourisme durable sous les auspices de l'INTUR dans le cadre du plan national pour le développement du tourisme durable 2010-2020 et de sa stratégie de développement, ainsi que de son plan pour le développement humain. Ces projets comportent plusieurs voies touristiques traversant des sites naturels, historiques ou agricoles avec des éléments d'interprétation de l'histoire naturelle, d'ethnographie et d'histoire; des activités de restauration de sites historiques; et une formation en matière de protection de l'environnement, de changement climatique et d'équité entre les sexes. Un certain nombre de projets portent sur le renforcement de la compétitivité des microentreprises et des petites et moyennes entreprises et la formation à la responsabilité écologique et à l'adaptation aux changements climatiques. Un autre projet se concentre sur la lutte contre les sévices, l'exploitation sexuelle et la traite des enfants et des adolescents. Un plan stratégique a été élaboré pour favoriser le tourisme durable sur la côte caraïbe, y compris le renforcement de l'identité culturelle.

49. Le Ministère de l'environnement et des ressources naturelles a joué un rôle moteur dans l'intervention en cas de catastrophe naturelle et dans les situations d'urgence et dans l'adaptation aux changements climatiques. Une attention particulière a été accordée à la gestion des risques et des vulnérabilités face à la sécheresse et aux inondations; à l'augmentation du captage d'eau et de la couverture forestière le long des 75 circuits d'écotourisme; et à la protection des infrastructures contre les intempéries extrêmes.

50. Les conditions d'obtention de visa pour El Salvador, le Guatemala, le Honduras et le Nicaragua sont identiques (voir la section correspondante sur El Salvador pour de plus amples détails).

## **G. Panama**

51. La responsabilité gouvernementale en matière de tourisme relève de l'Autorité du tourisme du Panama (ATP) qui est dirigée par le Conseil national du tourisme composé de 9 membres dont quatre viennent de l'Office du tourisme du secteur



privé (CAMTUR). CAMTUR a renoncé à son rôle de représentant du Panama à FEDECATUR à la fin de 2012. L'autorité nationale chargée de l'environnement s'occupe activement de réglementer l'utilisation durable des ressources naturelles du pays en faveur du tourisme. Le tourisme au Panama a assuré 9,5 % du PIB en 2011<sup>8</sup>.

52. Le plan-cadre pour le développement du tourisme durable 2007-2020 met l'accent sur la réduction de la pauvreté en tant qu'objectif primordial. Sur les 26 destinations touristiques du pays, 12 ont été considérées comme prioritaires. En 2011, il a été décidé de mettre en œuvre un projet en faveur du tourisme rural durable dans la Ngabe Bugle Comarca et ses banlieues pauvres et un autre projet à Kuna Yala à Destino de la Miel, Puerto Obaldía. À Kuna Yala également, un projet est en train d'être exécuté pour déterminer le potentiel touristique du district. En 2010, dans le cadre d'un projet visant à développer le secteur privé mis en œuvre par le Gouvernement panaméen et le système des Nations Unies, le programme de réseau d'entreprises pour les familles pauvres a été élaboré afin d'améliorer la distribution des revenus en appuyant les mesures visant à accroître le revenu du travail, améliorer la qualité de l'emploi et réduire le travail des enfants. En association avec l'autorité nationale chargée de l'environnement, l'ATP est en train de mettre en œuvre un programme d'écotourisme pour améliorer 9 zones protégées à l'aide de ressources provenant du Fonds pour l'environnement mondial. Des projets et des activités de renforcement des capacités ont été menés en collaboration avec des organisations communautaires à Bocas del Toro et d'autres sont en cours dans plusieurs autres destinations, notamment à Golfo de Montijo. Les activités consistent notamment à renforcer les organisations locales et à promouvoir les microentreprises et les petites et moyennes entreprises d'artisans et autres travailleurs. Les projets mis en œuvre avec les gouvernements municipaux portent notamment sur la création de décharges sanitaires et la gestion des déchets solides, la restauration des centres-villes historiques et la promotion des produits artisanaux et de la gastronomie. Des projets d'écotourisme côtier destinés à l'observation des mammifères et de la nidification des tortues marines sont en cours et les codes de conduite y relatifs sont en train d'être élaborés.

53. CAMTUR met en œuvre le programme intitulé Service Best, élaboré par le Gouvernement canadien pour aider les offices du tourisme centraméricains à former le personnel du tourisme à la prestation de services de qualité. Panama Best est un programme élaboré par CAMTUR à l'intention du personnel opérationnel et administratif des petites et moyennes entreprises de tourisme.

54. L'Association panaméenne pour le tourisme durable est une association à but non lucratif dirigée par un groupe de pionniers dans le domaine du tourisme, de la science et du développement qui aspire à propager le tourisme durable dans les deux secteurs privé et public. La Fondation Chagres a mis en œuvre plusieurs programmes pour conserver le parc national de Chagres tout en favorisant la réalisation de projets de tourisme durable dans les quartiers pauvres qui l'entourent.

55. Un manuel sur la sécurité du tourisme est en train d'être mis au point avec un appui fourni par l'OMT et par le Fonds PNUD-Espagne pour la réalisation des OMD. Le département chargé de la sécurité du tourisme est en train d'élaborer des protocoles pour la surveillance et la sûreté des plages, ainsi que pour la protection des activités touristiques dans les destinations panaméennes.

56. En ce qui concerne les visas, les Centraméricains et la plupart des ressortissants des pays d'Amérique du Sud peuvent entrer au Panama sans visa et sans carte touristique, à l'exception des citoyens de Cuba, d'Haïti, de la République dominicaine et du Suriname qui doivent obtenir un visa. Les ressortissants des pays de la zone Schengen et d'un certain nombre de pays développés n'ont pas besoin de visa<sup>10</sup>. Le Panama et le Costa Rica ont lancé des discussions en vue de permettre à leurs citoyens de voyager avec leur seule carte d'identité nationale.

### **III. Aperçu des initiatives régionales en matière de tourisme durable**

57. Comme indiqué à la section I ci-dessus, la plupart des initiatives régionales en matière de tourisme durable sont lancées dans le cadre du SITCA et de la CCAD qui, tous les deux, font partie du SICA. Le SITCA travaille en étroite coordination avec FEDECATUR, la fédération régionale des voyagistes, et CATA.

58. Le Fondo España-SICA (FES) offre un appui financier et technique au SITCA depuis 2004 pour l'aider à promouvoir le développement du tourisme durable en Amérique centrale dans les domaines suivants : soutien institutionnel, élaboration d'une stratégie régionale en matière de tourisme, amélioration de la promotion et de la commercialisation du tourisme, renforcement des capacités, mise au point de nouveaux produits touristiques et promotion du tourisme rural. Parmi les nombreux projets réalisés, on peut citer la route coloniale et des volcans en Amérique centrale; le renforcement de CATA, de FEDECATUR et des offices du tourisme; la mise au point du portail Web et du système d'informations géographiques centraméricains; les initiatives de tourisme rural; et le renforcement des capacités pour faire profiter les communautés locales des avantages économiques du tourisme. Les programmes en cours portent notamment sur la sécurité du tourisme et l'appui aux microentreprises et aux petites et moyennes entreprises.

59. Le SITCA a élaboré successivement deux plans stratégiques sur le développement du tourisme durable en Amérique centrale pour les périodes 2003-2009 et 2009-2013. Le plan actuel sert de cadre conceptuel et de programme de travail pour la région en général et pour chacun des sept pays membres en particulier. Il expose le projet intégré d'une région durable à destinations multiples et de grande qualité. En 2011, les chefs d'État de l'Amérique centrale se sont à nouveau engagés à appuyer les politiques de tourisme durable qui contribuent à un tourisme responsable et inclusif, à renforcer l'identité régionale et à protéger l'héritage naturel et culturel, surtout le monde maya et les cités coloniales, tout en promouvant les microentreprises et les petites et moyennes entreprises de tourisme, en particulier en milieu rural. Les chefs d'État ont également décidé de demander au Conseil du tourisme d'Amérique centrale de mettre en œuvre des programmes afin de promouvoir le tourisme durable dans la région, de coordonner les mesures de promotion conjointe de la région sur la plan international, d'appliquer des mécanismes et des mesures pour améliorer la compétitivité, la communication et le climat d'investissement dans le secteur du tourisme et de promouvoir des initiatives pour améliorer les conditions d'obtention d'un visa, le voyage par avion et la sécurité touristique, en coordination avec le SICA.

60. Quelques unes des principales activités menées par le SITCA au titre de l'actuel cadre stratégique sont résumées ci-après.

61. Depuis 2008, le SITCA s'emploie à élaborer un programme visant à promouvoir un plan d'action pour le tourisme et le changement climatique en tant que composante de la stratégie régionale relative au changement climatique, avec l'appui de la CCAD. Les mesures envisagées pour réduire la vulnérabilité dans le secteur du tourisme et promouvoir l'adaptation aux changements climatiques sont notamment : adoption de méthodes et de systèmes d'information pour mesurer les degrés de vulnérabilité; diversification des produits touristiques; développement du tourisme dans les zones non vulnérables face aux changements climatiques; renforcement de la capacité de réagir dans les situations d'urgence; et amélioration de l'utilisation des ressources naturelles, de l'eau en particulier. Dans le même temps, des mesures sont en train d'être promues pour surveiller les émissions et établir des niveaux de référence à leur sujet, réduire la consommation d'énergie, élaborer des projets qui permettent de réduire ou d'éliminer les émissions et accroître la sensibilisation et l'esprit de responsabilité sociale à l'égard des changements climatiques dans l'industrie touristique. Le plan de travail devrait être achevé en 2013 et la mise en œuvre sera alors entamée.

62. Un programme visant à promouvoir la qualité des services touristiques en Amérique centrale (PROCAPCA), financé par le FES, sert de base depuis la période 2007-2009 à un plan d'action destiné à être mis en œuvre par les administrations nationales de tourisme et FEDECATUR, à l'échelle des pays. Les Critères mondiaux du tourisme durable ont été adoptés en tant que structure régionale pour le tourisme durable. Dans le cadre de cette structure, le comité régional chargé de la qualité et de la durabilité du tourisme a élaboré un modèle pour la certification de la qualité et de la durabilité du tourisme en s'appuyant sur les initiatives qui ont réussi dans la région, le programme de certification du tourisme durable du Costa Rica (conforme aux règles du GSTC) et la norme panaméenne en matière de qualité du tourisme. Cinq normes seront élaborées pour les microentreprises et les petites et moyennes entreprises d'hébergement; les restaurants; le transport terrestre; les voyageurs; et les activités à thème.

63. Avec l'appui de l'UNICEF, le SITCA a achevé son programme de prévention de l'exploitation sexuelle des enfants et des adolescents axé sur l'éthique et sur la responsabilité sociale des sociétés de tourisme en sensibilisant les parties prenantes du Belize, d'El Salvador, du Guatemala et de Panama dans le cadre de 23 ateliers réunissant 698 participants.

64. Afin de soutenir les microentreprises et les petites et moyennes entreprises de tourisme rural, le SITCA a mis au point des outils de commercialisation électronique grâce à un accord avec FEDECATUR et avec l'appui de l'initiative de l'OMT visant à mettre le tourisme durable au service de l'élimination de la pauvreté.

65. En ce qui concerne le tourisme et la santé, le SITCA a signé un mémorandum d'accord avec l'Organisation panaméricaine de la santé et le CCT pour appuyer l'organisation d'un forum régional permanent auxquels participeront des représentants de l'OMT, d'autres organismes des Nations Unies, de l'Organisation des États américains et du secteur privé. Ces forums ont pour objectifs, notamment, de mettre au point des systèmes de vigilance épidémiologique, d'évaluer les risques et de créer un système d'intervention en cas d'urgence médicale dans le cadre du secteur du tourisme. Parallèlement, le SITCA a élaboré un manuel de mise en œuvre

régionale sur la santé et le tourisme qui a été utilisé pour former 80 formateurs dans le cadre d'ateliers organisés au Costa Rica, en El Salvador et au Honduras.

66. En coopération avec l'Austrian Development Cooperation, FEDECATUR et d'autres partenaires, des biodigesteurs de déchets organiques ont été installés dans des auberges rurales au Costa Rica, en El Salvador, au Guatemala et au Honduras.

67. Dans le domaine de la sécurité, une société de consultation a été chargée d'appliquer un système de traitement, de suivi et de recensement des plaintes et des signalements d'infraction. Une centaine d'agents de la police touristique a reçu une formation suivant une nouvelle approche du développement des compétences basée sur la culture, la sûreté et la sécurité du tourisme et 4 000 exemplaires d'un manuel régional sur les bonnes pratiques en matière de tourisme ont été distribués. En outre, l'OMT a organisé un séminaire à l'intention des médias et des services touristiques qui a porté sur l'importance du tourisme en tant que moteur du développement durable et sur la gestion des crises et du risque, y compris la gestion de la perception du risque en ce qui concerne les destinations touristiques de la région.

68. *Heritage-based Tourism: Conserving our Treasures for Tomorrow: Tools for Central America* – outil interactif pour enseigner aux gestionnaires du patrimoine naturel et culturel les techniques du tourisme durable – a été mis au point avec l'appui de l'OMT, de l'UNESCO et du PNUE en 2009.

69. La CCAD mène un certain nombre de projets dans le domaine du tourisme. La stratégie régionale sur les changements climatiques des pays du SICA, mentionnée au paragraphe 61 ci-dessus, est particulièrement importante. D'autres projets ont porté sur les effets du tourisme sur le couloir biologique mésoaméricain, l'amélioration des parcs naturels, la barrière de corail mésoaméricaine et la gestion intégrée de l'écosystème dans les communautés autochtones.

70. En association avec l'Union internationale pour la conservation de la nature, la CCAD a élaboré une méthode visant à rationaliser l'évaluation de l'impact environnemental et social du développement touristique dans les années 2008 et 2009 intitulée « *Guide for Tourism: An Environmental and Social Management Instrument* ». Ce type de manuel, fondé en grande partie sur les Critères mondiaux du tourisme durable, devrait permettre de remplacer les outils traditionnels d'évaluation de l'impact par des outils plus rapides et moins coûteux, mais plus précis, orientés vers l'atténuation des impacts particuliers de la construction et des infrastructures touristiques (hôtels, terrains de golfe, piscines, notamment).

71. La United States Agency for International Development a financé le projet de gestion des ressources aquatiques et de développement alternatif visant à réduire les pratiques de pêche non durables et le développement côtier et à renforcer la gestion de la biodiversité marine et côtière en Amérique centrale, tout en améliorant le niveau de vie des communautés qui utilisent ces ressources. Le projet a une composante tourisme durable dans le cas du Golfe du Honduras, de Bocas del Toro et de la côte de Miskito.

72. La région de Trifinio, à la source du Rio Lempa, consiste en 8 municipalités réparties sur El Salvador, le Guatemala et le Honduras et comporte aussi le parc national de Montecristo Trifinio au Honduras, le parc national de Montecristo en El Salvador et la réserve de biosphère de Trifinio au Guatemala. Le plan Trifinio du SICA prévoit de nombreux projets de développement durable de la région et comprend une composante tourisme local.

73. FEDECATUR est en train de réaliser des projets dans la formation des microentreprises et des petites et moyennes entreprises en matière de qualité des services, de bonnes pratiques, de gestion des projets et de moyens de financement.

74. La Rainforest Alliance a organisé des activités de formation et de vérification en matière de tourisme durable dans toute l'Amérique centrale pour aider des centaines de microentreprises et de petites et moyennes entreprises à atteindre les plus hauts niveaux de qualité et de durabilité. La plupart des entreprises qui ont fait l'objet d'une vérification ont droit à une certification de tiers. La Rainforest Alliance a en outre créé une alliance de voyagistes pour la promotion de la durabilité qui sert de référence pour présenter les entreprises et les destinations comme durables sur le marché international et qui continuera de coordonner et de surveiller les activités de commercialisation et de communication communes, notamment les voyages de familiarisation et la participation à des présentations commerciales.

75. Le projet des marchés d'Amérique centrale pour la biodiversité (CAMbio) de la Banque centraméricaine d'intégration économique, appuyé par le PNUD et le Fonds pour l'environnement mondial, a été conçu pour promouvoir la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité par les microentreprises et les petites et moyennes entreprises en Amérique centrale de 2006 à 2013. Le projet avait pour objectif initial d'appuyer, notamment, les projets d'écotourisme et de tourisme local dans la perspective de conserver la diversité biologique. Toutefois, presque toutes les ressources ont été utilisées pour la réalisation de projets liés à l'agriculture et à la foresterie.

#### **IV. Conclusions et recommandations**

**76. De manière générale, les politiques et activités du SITCA et des autres organisations d'intégration régionale du SICA fonctionnent bien et de nombreux projets de développement du tourisme durable ont été menés avec succès dans la région. L'accent est mis de plus en plus sur l'adaptation aux changements climatiques et sur les systèmes d'intervention face aux catastrophes naturelles qui s'y rapportent. La sûreté et la sécurité du tourisme, ainsi que la santé des voyageurs, sont devenues des domaines prioritaires dans la coopération régionale.**

**77. Les progrès sont inégaux parmi les sept pays qui ont chacun leur propre méthode de développement durable. Dans leur planification stratégique, tous ont mis l'accent sur l'atténuation de la pauvreté par le développement du tourisme et du tourisme rural et ont réalisé des projets pour aider au développement communautaire. Dans la pratique toutefois, certains d'entre eux sont en train d'investir beaucoup plus dans les ports de croisières et les centres de conférence. Le tourisme social destiné aux citoyens locaux est en train d'être renforcé en El Salvador et au Nicaragua. À certains égards – en ce qui concerne notamment la préparation aux catastrophes naturelles et l'atténuation de leurs effets, ainsi que les meilleurs exemples de conservation de la diversité biologique, le tourisme autochtone et rural et le renforcement culturel – le SITCA pourrait envisager de faire l'inventaire de ces projets et d'accroître la coopération quant à leur reproduction dans les autres pays.**

78. Bien que les pays d'Amérique centrale partagent un programme de commercialisation commun, par l'intermédiaire du SITCA et de la CATA, plusieurs activités sont menées à l'échelle sous-régionale. Ces pays ont tous des attractions similaires en matière de biodiversité, mais le Belize, El Salvador, le Guatemala et le Honduras partagent des attractions culturelles maya. Le Belize, du fait que son histoire culturelle est plus récente, travaille aussi avec l'Organisation du tourisme des Caraïbes. El Salvador, le Guatemala, le Honduras et le Nicaragua, qui ont des cités coloniales vivantes, ont constitué le groupe CA-4, assurant l'ouverture des frontières et la liberté de circulation à leurs citoyens, et ont intégré quelques itinéraires touristiques. Le Costa Rica et le Panama ont consolidé les liens qui les unissent et le tourisme a augmenté entre le Costa Rica et le Nicaragua. Le Panama, grâce au canal et à son histoire en tant que centre de commerce international, possède des attractions commerciales qu'on ne trouve pas dans les autres pays. Le Costa Rica, grâce à la place qu'il occupe depuis longtemps en tant que destination de découverte de la nature, a tendance à se commercialiser indépendamment du reste de la région.

79. La formation et la certification relatives à la qualité et à la durabilité, dans le cadre du SITCA et par l'intermédiaire d'autres programmes indépendants, sont en train d'évoluer de façon rapide, dans la mesure où les voyageurs internationaux demandent de plus en plus la durabilité environnementale, sociale et culturelle.

80. L'observatoire du tourisme durable qui est en train d'être créé par l'OMT et le Honduras pourrait bien être le modèle dont le reste de la région et les Amériques se serviront en utilisant les données relatives au tourisme durable pour améliorer les politiques et en aidant au renforcement des capacités de manière à accroître la durabilité des destinations. Le SITCA devrait appuyer cet effort et envisager de participer davantage au réseau d'observatoires mondiaux du tourisme durable de l'OMT.

81. L'Amérique centrale possède d'extraordinaires ressources naturelles et culturelles qu'elle a appris à gérer de manière durable dans de nombreux cas. Parmi les attractions touristiques bien gérées, on peut citer la barrière de corail mésoaméricaine, les forêts pluviales, les forêts d'altitude, les volcans actifs, les parcs nationaux, les réserves naturelles privées, les villes historiques, les vieilles villes et les communautés rurales, traditionnelles et autochtones très vivantes, mais très pauvres. Les enseignements tirés des cas les mieux gérés sont en train d'être transférés aux sept pays mais sont également applicables aux communautés et habitats semblables du monde entier, en particulier en Afrique et dans les Caraïbes. Le Partenariat mondial pour le tourisme durable pourrait s'appuyer sur ces études de cas pour élaborer des projets susceptibles d'être reproduits sous la coordination de l'OMT. Les avantages de la coopération régionale en Amérique centrale devraient constituer un exemple à suivre par les autres régions qui possèdent les mêmes types d'attractions naturelles et culturelles.

82. Plusieurs recommandations politiques ont été élaborées par l'Équipe spéciale internationale sur le développement du tourisme viable, prédecesseur du Partenariat mondial pour le tourisme durable. Le SITCA pourrait les prendre en considération lors de l'élaboration de ses politiques.